

Titre 3 - Fixation de l'intervention des employeurs dans les frais de transport des ouvriers et des ouvrières

Cet du 26 mars 2003, Ar du/.., Moniteur belge du/.. remplaçant la Cct du 25 avril 2001, Ar du/.., Moniteur belge du/..

Chapitre Ier - Champ d'application

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Art. 2. Tenant compte de l'accord national interprofessionnel 2001-2002 ainsi que de la convention collective de travail \9sexties du Conseil national du travail conclue le 30 mars 2001, l'intervention des employeurs dans les frais de transport pour la distance, aller et retour, des ouvriers et ouvrières entre le domicile et le lieu de travail est fixée ci-après.

Chapitre II - Transport en commun (barème - annexe I)

Art. 3. Les ouvriers et ouvrières qui font usage des moyens de transport publics (train ou bus) ont droit, à charge de l'employeur, au remboursement des frais occasionnés à raison de 70% du prix de la carte train tel que fixé au barème figurant en annexe de l'arrêté royal du 10 décembre 1990 pris en exécution de la loi du 27 juillet 1962 et repris ci-après comme faisant partie de la présente convention.

Art. 4 Le remboursement des frais dont question à l'article 3 se fait au moins chaque mois sur présentation des preuves de la dépense délivrées par les instances compétentes.

Art. 5. Les ouvriers et ouvrières qui font usage du transport public autre que celui organisé par la Sncb (le transport commun urbain et sururbain) sur une distance supérieure à 5 km à calculer depuis l'arrêt de départ ont droit à une intervention supplémentaire de la part de l'employeur.

Les parties signataires fixent comme suit les modalités de cette intervention supplémentaire:

- § 1. a) les ouvriers et ouvrières en cause présentent à la direction de l'entreprise une déclaration signée certifiant qu'ils utilisent régulièrement, sur une distance supérieure à 5 km, un moyen de transport public en commun (urbain et suburbain) pour se déplacer de leur domicile au lieu du travail et vice-versa;
b) la direction de l'entreprise peut à tout moment contrôler la réalité de cette déclaration;

- § 2. a) lorsque le prix du transport est proportionnel à la distance, l'intervention des employeurs est égale à l'intervention de l'employeur dans le coût de la carte train.
b) lorsque le prix est fixe, quelle que soit la distance, l'intervention des employeurs est fixée de manière forfaitaire et atteint 70% du prix effectivement payé par le travailleur, sans toutefois excéder le montant de l'intervention de l'employeur dans le prix de la carte train.

Chapitre III - Transports en commun publics combinés

Art. 6. Lorsque le travailleur combine le train et un ou plusieurs autres moyens de transport en commun public et qu'un seul titre de transport est délivré pour couvrir la distance totale - sans que dans ce titre de transport, une subdivision soit faite par moyen de transport en commun public - l'intervention de l'employeur sera égale à l'intervention de l'employeur dans le prix de la carte train.

NEERLEGGING-DEPOT

REGISTR.-ENREGISTR.

1 6 -05- 2003

2 3 -07- 2004

NR.
N°

71.996/126
60/126

Art. 7. Dans tous les cas, autres que celui visé à l'article 6, où le travailleur utilise plusieurs moyens de transport en commun public, l'intervention de l'employeur pour l'ensemble de la distance parcourue est calculée comme suit:

après que l'intervention de l'employeur, en ce qui concerne chaque moyen de transport en commun public qu'utilise le travailleur, a été calculée conformément aux dispositions des articles 3 à 5 de la présente convention collective de travail, il y a lieu d'additionner les montants ainsi obtenus afin de déterminer l'intervention de l'employeur pour l'ensemble de la distance parcourue.

Chapitre IV - Autres moyens de transport (barème en annexe II)

Art. 8. Si la distance parcourue entre le domicile et le lieu du travail dépasse 5 km en "vol d'oiseau", les ouvrières et ouvriers ont droit à une intervention dans les frais de transport suivant le barème ci-après qui fait intégralement partie de cette convention. Ce barème correspond à une moyenne de 54% du prix de la carte train.

Pour rechercher les taux de remboursement à utiliser, il convient de mesurer la distance "à vol d'oiseau" séparant le lieu du domicile du lieu du travail (en cas de contestation, référence à la carte administrative de Belgique au 1/300.000, dressée par l'Institut géographique militaire, édition 30 septembre 1968).

Dans certains cas spéciaux, référence peut être faite en cas de contestation à la carte Michelin au 1/200.000.

La distance "à vol d'oiseau" a été corrigée par le multiplicateur forfaitaire tenant compte de la distance légale (cf. *Dictionnaire officiel des distances légales par les voies ordinaires entre toutes les communes de la Belgique*, publié par E. Guyot).

Art. 9. L'employeur maintient le droit d'organiser lui-même à ses frais le transport des travailleurs. En ce cas, il n'est pas prévu d'intervention dans les frais de déplacement, sauf celle stipulée à l'article 7.

Art. 10. Indemnité-vélo

L'ouvrier/ouvrière qui déclare par écrit, à l'attention de son employeur, qu'il/elle se déplace à vélo de son domicile à son lieu de travail pendant au moins 6 mois par an peut prétendre à une indemnité-vélo à charge de l'employeur au cours de cette période. Cette indemnité s'élève à 0,10 EUR par kilomètre effectivement parcouru (aller et retour) entre le domicile et le lieu de travail. Pendant la période au cours de laquelle une indemnité-vélo est octroyée à l'ouvrier/ouvrière, cette indemnité n'est pas cumulable avec d'autres systèmes d'intervention patronale dans les frais de déplacement de l'ouvrier/ouvrière.

Chapitre V - Disposition spéciale

Art. 11. La présente convention collective de travail modifie la convention collective de travail du 25 avril 2001 remplaçant la convention collective de travail du 24 mars 1993, conclue au sein de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois, fixant l'intervention des employeurs dans les frais de transport des ouvriers et ouvrières, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 15 septembre 1994 et publiée au *Moniteur belge* du 9 novembre 1994.

Chapitre VI - Validité

11,

Art. ~~12~~. La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée et produit ses effets le 1er avril 2003. Elle remplace la Cct du 25 avril 2001 dont la validité prend fin à la même date.

Chacune des parties contractantes peut la dénoncer moyennant un préavis de trois mois; cette dénonciation est notifiée par lettre recommandée à la poste à chacune des autres parties contractantes.

1. Annexe 1 : Barème d'intervention des employeurs dans le **prix** de la carte train en vigueur à partir du 1er avril 2003

Distance tarifaire (en km)	Carte train valable une semaine	Carte train valable un mois	Carte train valable trois mois	Carte train valable un an	Carte train temps partiel
	Intervention hebdomadaire de l'employeur	Intervention mensuelle de l'employeur	Intervention trimestrielle de l'employeur	Intervention annuelle de l'employeur	Intervention de l'employeur
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
0-3	5,18	17,22	48,30	154,70	5,81
4	5,60	18,55	52,50	168,70	6,72
5	6,09	20,30	56,70	182,00	7,42
6	6,44	21,35	60,20	193,90	8,05
7	6,86	22,75	63,70	205,10	8,54
8	7,21	24,15	67,20	217,00	8,96
9	7,63	25,55	71,40	228,90	9,38
10	7,98	26,60	74,90	240,10	9,80
11	8,40	28,00	78,40	252,00	10,15
12	8,75	29,40	81,90	263,20	10,50
13	9,17	30,45	85,40	275,10	10,85
14	9,59	31,85	88,90	287,00	11,20
15	9,94	33,25	93,10	298,20	11,55
16	10,36	34,30	96,60	310,10	11,90
17	10,71	35,70	100,10	322,00	12,25
18	11,13	37,10	103,60	333,20	12,53
19	11,48	38,50	107,10	345,10	12,88
20	11,90	39,90	110,60	356,30	13,23
21	12,25	40,60	114,80	368,20	13,51
22	12,67	42,00	118,30	380,10	13,86
23	13,02	43,40	121,80	391,30	14,21
24	13,44	44,80	125,30	403,20	14,49
25	13,86	46,20	128,80	415,10	14,84
26	14,21	47,60	133,00	426,30	15,12
27	14,63	49,00	136,50	438,20	15,47
28	14,98	49,70	140,00	449,40	15,82
29	15,40	51,10	143,50	461,30	16,10
30	15,75	52,50	147,00	473,20	16,45
31-33	16,38	54,60	153,30	492,10	17,08
34-36	17,36	58,10	161,70	520,80	17,85
37-39	18,20	60,90	170,80	549,50	18,90
40-42	19,25	64,40	179,90	577,50	19,95
43-45	20,30	67,20	188,30	606,20	20,65
46-48	21,00	70,70	197,40	634,90	21,70
49-51	22,05	73,50	206,50	663,60	22,40
52-54	22,75	76,30	212,80	683,90	23,45
55-57	23,45	78,40	219,10	704,20	24,15
58-60	24,15	80,50	225,40	724,50	25,20
61-65	25,20	83,30	233,80	751,80	26,25
66-70	26,25	87,50	244,30	785,40	27,65
71-75	27,30	91,00	254,80	819,70	28,70
76-80	28,35	94,50	265,30	853,30	30,10
81-85	29,40	98,70	275,80	886,90	31,50
86-90	30,80	102,20	286,30	921,20	32,55
91-95	31,85	106,40	296,80	954,80	33,60
96-100	32,90	109,90	308,00	989,10	35,00
101-105	33,95	113,40	318,50	1.022,70	36,40

Distance tarifaire (en km)	Carte train valable une semaine	Carte train valable un mois	Carte train valable trois mois	Carte train valable un an	Carte train temps partiel
	Intervention hebdomadaire de l'employeur	Intervention mensuelle de l'employeur	Intervention trimestrielle de l'employeur	Intervention annuelle de l'employeur	Intervention de l'employeur
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
106-110	35,00	117,60	329,00	1.057,00	37,10
111-115	36,40	121,10	339,50	1.090,60	38,50
116-120	37,80	124,60	350,00	1.124,20	39,20
121-125	38,50	128,80	360,50	1.158,50	40,60
126-130	39,90	132,30	371,00	1.192,10	41,30
131-135	40,60	136,50	381,50	1.226,40	42,00
136-140	42,00	140,00	392,00	1.260,00	43,40
141-145	43,40	143,50	402,50	1.294,30	44,10
146-150	44,80	149,10	417,20	1.341,20	45,50

2. Annexe 2 : Barème d'intervention dans les moyens de transport personnels en vigueur à partir du 1er février 2003

Distance en km		Intervention hebdomadaire de l'employeur
Vol d'oiseau	Distance légale forfaitaire	Déplacement journalier
EUR		
5	-	
6	7	4,90
7	8	5,20
8	10	5,70
9	11	6,10
10	12	6,30
11	13	6,70
12	14	7,00
13	16	7,60
14	18	8,10
15	19	8,40
16	20	8,70
17	23	9,60
18	23	9,60
19	24	9,90
20	25	10,20
21	25	10,20
22	28	11,10
23	29	11,40
24	30	11,60
25	31	12,20
26	33	12,20
27	34	13,20
28	35	13,20
29	36	13,20
30	39	13,90
31	41	14,90
32	43	15,90
33	43	15,90
34	44	15,90
35	46	16,60
36	47	16,60
37	48	16,60
38	49	17,50
39	51	17,50
40	52	18,20
41	53	18,20
42	55	18,80
43	56	18,80
44	57	18,80
45	59	19,50
46	60	19,50
47	61	20,30
48	62	20,30
49	64	20,30
50	65	20,30
51	66	21,30
52	68	21,30
53	69	21,30

Distance en km		Intervention hebdomadaire de l'employeur
Vol d'oiseau	Distance légale forfaitaire	Déplacement journalier
EUR		
54	70	21,30
55	72	22,20
56	73	22,20
57	74	22,20
58	75	22,20
59	77	23,10
60	78	23,10
61	79	23,10
62	81	24,10
63	82	24,10
64	83	24,10
65	85	24,10
66	86	25,30
67	87	25,30
68	88	25,30
69	90	25,30
70	91	26,30
71	92	26,30
72	94	26,30
73	95	26,30
74	96	27,10
75	98	27,10
76	99	27,10
77	100	27,10
78	101	28,10
79	103	28,10
80	104	28,10
81	105	28,10
82	107	29,10
83	108	29,10
84	109	29,10
85	111	30,30
86	112	30,30
87	113	30,30
88	114	30,30
89	116	31,60
90	117	31,60
91	118	31,60
92	120	31,60
93	121	32,20
94	122	32,20
95	124	32,20
96	125	32,20
97	126	33,40
98	127	33,40
99	129	33,40
100	130	33,40
101	131	34,10
102	133	34,10
103	134	34,10
104	135	34,10

Distance en km		Intervention hebdomadaire de l'employeur
Vol d'oiseau	Distance légale forfaitaire	Déplacement journalier
EUR		
105	137	35,30
106	138	35,30
107	139	35,30
108	140	35,30
109	142	36,40
110	143	36,40
111	145	36,40
112 et plus	146-150	37,70

3. Demande d'indemnité-vélo

Le (la) soussigné(e) demande à son employeur de lui octroyer une indemnité-vélo à raison de 0,10 EUR, en vertu de la convention collective de travail du 26 mars 2003 fixant l'intervention patronale dans les frais de déplacement des ouvriers/ouvrières, conclue en Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois, et déclare à cet effet :

- utiliser exclusivement
- ne pas utiliser exclusivement

le vélo pour se déplacer de son domicile à son lieu de travail, ce qui correspond à une distance totale de kilomètres, à savoir . . . kilomètres aller et . . . kilomètres retour,

et ce au cours des . . . mois suivants de l'année 20.. :

- janvier
- février
- mars
- avril
- mai
- juin
- juillet
- août
- septembre
- octobre
- novembre
- décembre

Si le déplacement du domicile au lieu de travail ne s'effectue pas exclusivement à vélo, le (la) soussigné(e) déclare se déplacer du domicile au lieu de travail de la manière suivante :

.....
.....
.....
.....

Le (la) soussigné(e) déclare que les informations fournies ci-dessus sont correctes et correspondent à la réalité. Il/elle est conscient(e) de la possibilité qu'à son employeur de vérifier à tout moment l'exactitude de l'information communiquée, et, en cas de déclarations inexactes, de refuser l'attribution de l'indemnité-vélo pour les périodes au cours desquelles le droit à l'indemnité-vélo n'existe/n'existait pas. Il/elle est également conscient(e) du fait que l'indemnité-vélo n'est pas cumulable, au cours d'une même période, avec une intervention patronale dans les frais occasionnés par l'usage d'un autre moyen de transport, privé ou public.

Fait à le

Signature du travailleur

Titel 3 - Vaststelling van de werkgeversbijdrage in de vervoerkosten van de werklieden en werksters

Cao van 26 maart 2003, Kb van .J.J....Belgisch staatsblad van .J.J.... tot vervanging van de Cao van 25 april 2001, Kb van .J.J....Belgisch Staatsblad van .J.J....

Hoofdstuk I - Toepassingsgebied

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, werklieden en werksters van de ondernemingen **welke** ressorteren onder **het** Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking.

Art. 2. Rekening houdend met het centraal akkoord 2001-2002 en de collectieve arbeidsovereenkomst *9sexies* van de Nationale arbeidsraad gesloten op 30 maart **2001**, wordt de **werkgeverstegemoetkoming** in de vervoerkosten van de werklieden en werksters voor de afstand, heen en **terug**, tussen de woonplaats en de werkplaats hierna vastgesteld.

Hoofdstuk II - Openbaar gemeenschappelijk vervoer (barema bijlage I)

Art. 3. De werklieden en werksters die gebruik **maken** van het openbaar vervoer (trein- of busdiensten) hebben, ten **laste** van de werkgever, recht op een terugbetaling van de gedragen kosten ten belope van 70% van de prijs van de treinkaart **zoals** vastgesteld in het barema dat **als** bijlage gevoegd is bij het koninklijk besluit van 10 december 1990 genomen in uitvoering van de wet van 27 **juli 1962** en dat hierna wordt **opgenomen** als onderdeel van deze **overeenkomst**.

Art. 4. De terugbetaling van de kosten waarvan sprake in artikel 3 geschiedt **minstens** om de **maand** op **voorlegging van** de bewijzen van uitgave afgeleverd door de bevoegde instanties.

Art. 5. De werklieden en werksters die gebruik maken van openbaar vervoer, ander dan georganiseerd door de **Nmbs** (het stedelijk en voorstedelijk openbaar vervoer) over een afstand van **meer** dan 5 km te berekenen vanaf de vertrekhalte hebben recht op een bijkomende tussenkomst vanwege de werkgever.

De ondertekenende partijen leggen als **volgt** de modaliteiten van deze bijkomende tussenkomst vast :

§ 1, a) de werklieden en werksters in kwestie leggen aan de directie van de **onderneming** een ondertekende verklaring voor waarin verzekerd wordt dat zij geregeld over een afstand van **meer** dan 5 km een (stedelijk en voorstedelijk) openbaar gemeenschappelijk vervoermiddel benutten om zich van hun woonplaats naar hun plaats van tewerkstelling en omgekeerd, te begeven ;

b) de directie van de **onderneming** mag op elk ogenblik controleren of deze verklaring met de werkelijkheid strookt ;

§ 2, a) wanneer de prijs van het vervoer in verhouding **tot** de afstand **staat**, is de tegemoetkoming van de werkgevers gelijk aan de **werkgeverstussenkomst** voor de treinkaart.

b) wanneer de prijs een eenheidsprijs is, ongeacht de afstand, wordt de bijdrage van de werkgevers forfaitair vastgesteld en bedraagt zij 70% van de werkelijk betaalde prijs, zonder evenwel het bedrag te overtreffen van de werkgeverstussenkomst voor de treinkaart.

Hoofdstuk III- Gecombineerd gemeenschappelijk openbaar vervoer

Art. 6. Ingeval de werknemer gebruik **maakt** van een combinatie van de trein en één of meer-

NEERLEGGING-DEPÔT

REGISTR.-ENREGISTR.

1 6 -05-2003

2 3 -07-2004

NR.
N°

77.996 / 00 / 126

dere andere **gemeenschappelijke** openbare vervoermiddelen dan de **trein**, en er wordt **slechts** één vervoerbewijs afgeleverd voor **het** geheel van de afstand - **zonder** dat in dit vervoerbewijs een onderverdeling **wordt** gemaakt per **gemeenschappelijk** openbaar vervoermiddel - **zal** de bijdrage van de werkgever gelijk zijn aan de werkgeverstussenkomst in de prijs van de trein-kaart.

Art. 7. In **elk** ander geval dat de **werknemer meer** dan één gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel gebruikt dan voorzien in **artikel 6**, wordt de bijdrage van de werkgever voor het geheel van de afstand **als volgt** berekend :

nadat met **betrekking tot** elk **afzonderlijk** gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel waarvan de werknemer gebruik maakt de bijdrage van de werkgever is berekend overeenkomstig de bepalingen van de **artikels 3 t.e.m. 5**. S van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, worden de **aldus** verkregen bedragen bij elkaar opgeteld **om** de bijdrage van de werkgever voor het geheel van de afgelegde afstand vast te **stellen**.

Hoofdstuk IV - Andere vervoermiddelen (**barema** bijlage H)

Art. 8. Zo de afgelegde **afstand** tussen de woonplaats en de werkplaats "in vogelvlucht" S km **overschrijdt**, hebben de werklieden en werksters recht op een **tussenkomst** in de kosten van het vervoer. Deze tussenkomst **wordt** bepaald aan de hand van het hiernavermeld barema dat **integraal deel** uitmaakt **van** deze overeenkomst Dit barema beantwoordt aan **gemiddeld 54%** van de prijs van de treinkaart.

Om het bedrag te vinden dat **moet** terugbetaald **worden**, volstaat het de afstand "in vogelvlucht" te bepalen, die de woonplaats scheidt van de werkplaats (in geval van betwisting, verwijzing naar de administratieve kaart van België op schaal 1/300.000, opgemaakt door het Militair **geografisch instituut**, uitgave 30 september 1968).

Voor sommige **speciale** gevallen **kan** in geval van betwisting verwezen worden naar de **Michelin-kaart** op schaal 1/200.000.

De afstand "in **vogelvlucht**" is bijgewerkt geworden door een forfaitaire **multipliator**, die rekening houdt met de **wettelijke** afstand (cfr. *Dictionnaire officiel des distances légales par les voies ordinaires entre toutes les communes de la Belgique*, uitgegeven door **E. Guyot**).

Art. 9. De werkgever behoudt het recht **zelf** het vervoer van de werknemers op zijn kosten te **organiseren**. In dit geval worden geen vervoerkosten voorzien.

Art. 10. **Vergoeding** voor het gebruik van de fiets

De werknemer die t.a.v. de werkgever een **schriftelijke** verklaring aflegt waarbij **hij** bevestigt gedurende ten minste zes **maanden** per jaar de fiets te gebruiken voor het woon-werkverkeer, heeft gedurende deze **periode** ten **laste** van de werkgever recht op een fietsvergoeding. Deze vergoeding bedraagt **0,10** EUR per km **reële** afstand (**zowel** heen als terug) tussen de woonplaats en de werkplaats. Deze vergoeding kan tijdens deze **periode niet** worden gecumuleerd met andere **werkgeverstussenkomsten** in het woon-werkverkeer.

Hoofdstuk V - Bijzondere bepaling

Art. 11. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wijzigt de collectieve **arbeidsovereenkomst** van 25 **april** 2001 **tot** vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst **van 24** maart 1993, gesloten in het Paritair comité voor de stoffering en de **houtbewerking tot** vaststelling van de **werkgeverstegemoetkoming** in de vervoerkosten van de werklieden en werksters, **algemeen** verbindend **verklaard** bij koninklijk besluit van 15 september 1994 en gepubliceerd in het **Bel-**

gisch staatsblad van 9 november 1994.

Hoofdstuk VI - Geldigheid

- 1 *Art. li.* Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor onbepaalde dtiur en heeft uitwerking met ingang van 1 april 2003. Zij vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 april 2001 die vanaf dezelfde datum ophoudt uitwerking te hebben.

Elk van de contracterende partijen kan ze opzeggen **mits** een opzeggingstennijn van drie maanden; deze opzegging **wordt** bij een ter post aangetekende brief aan elk van de overige contracterende partijen betekend.

SOCIALE GIDS VAN FEBELHOVT

1. Bijlage 1 : Barema van de werkgeverstussenkomst in de prijs van de treinkaart vanaf 1 april 2003

Tarief-afstand (in km)	Treinkaart geldig voor een week	Treinkaart geldig voor een maand	Treinkaart geldig voor drie maanden	Treinkaart geldig voor een jaar	Treinkaart deeltijds werkende
	Wekelijkse bijdrage van de werkgever	Maandelijkse bijdrage van de werkgever	Driemaandelijkse bijdrage van de werkgever	Jaarlijkse bijdrage van de werkgever	Bijdrage van de werkgever
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
0-3	5,18	17,22	48,30	154,70	5,81
4	5,60	18,55	52,50	168,70	6,72
5	6,09	20,30	56,70	182,00	7,42
6	6,44	21,35	60,20	193,90	8,05
7	6,86	22,75	63,70	205,10	8,54
8	7,21	24,15	67,20	217,00	8,96
9	7,63	25,55	71,40	228,90	9,38
10	7,98	26,60	74,90	240,10	9,80
11	8,40	28,00	78,40	252,00	10,15
12	8,75	29,40	81,90	263,20	10,50
13	9,17	30,45	85,40	275,10	10,85
14	9,59	31,85	88,90	287,00	11,20
15	9,94	33,25	93,10	298,20	11,55
16	10,36	34,30	96,60	310,10	11,90
17	10,71	35,70	100,10	322,00	12,25
18	11,13	37,10	103,60	333,20	12,53
19	11,48	38,50	107,10	345,10	12,88
20	11,90	39,90	110,60	356,30	13,23
21	12,25	40,60	114,80	368,20	13,51
22	12,67	42,00	118,30	380,10	13,86
23	13,02	43,40	121,80	391,30	14,21
24	13,44	44,80	125,30	403,20	14,49
25	13,86	46,20	128,80	415,10	14,84
26	14,21	47,60	133,00	426,30	15,12
27	14,63	49,00	136,50	438,20	15,47
28	14,98	49,70	140,00	449,40	15,82
29	15,40	51,10	143,50	461,30	16,10
30	15,75	52,50	147,00	473,20	16,45
31-33	16,38	54,60	153,30	492,10	17,08
34-36	17,36	58,10	161,70	520,80	17,85
37-39	18,20	60,90	170,80	549,50	18,90
40-42	19,25	64,40	179,90	577,50	19,95
43-45	20,30	67,20	188,30	606,20	20,65
46-48	21,00	70,70	197,40	634,90	21,70
49-51	22,05	73,50	206,50	663,60	22,40
52-54	22,75	76,30	212,80	683,90	23,45
55-57	23,45	78,40	219,10	704,20	24,15
58-60	24,15	80,50	225,40	724,50	25,20
61-65	25,20	83,30	233,80	751,80	26,25
66-70	26,25	87,50	244,30	785,40	27,65
71-75	27,30	91,00	254,80	819,70	28,70
76-80	28,35	94,50	265,30	853,30	30,10
81-85	29,40	98,70	275,80	886,90	31,50
86-90	30,80	102,20	286,30	921,20	32,55
91-95	31,85	106,40	296,80	954,80	33,60
96-100	32,90	109,90	308,00	989,10	35,00
101-105	33,95	113,40	318,50	1.022,70	36,40

SOCIALE GJDS VAN FEBELHOUT

Tarief-afstand (in km)	Treinkaart geldig voor een week	Treinkaart geldig voor een maand	Treinkaart geldig voor drie maanden	Treinkaart geldig voor een jaar	Treinkaart deeltijds werkende
	Wekelijkse bijdrage van de werkgever	Maandelijkse bijdrage van de werkgever	Drieraandelijke bijdrage van de werkgever	Jaarlijkse bijdrage van de werkgever	Bijdrage van de werkgever
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
106-110	35,00	117,60	329,00	1.057,00	37,10
111-115	36,40	121,10	339,50	1.090,60	38,50
116-120	37,80	124,60	350,00	1.124,20	39,20
121-125	38,50	128,80	360,50	1.158,50	40,60
126-130	39,90	132,30	371,00	1.192,10	41,30
131-135	40,60	136,50	381,50	1.226,40	42,00
136-140	42,00	140,00	392,00	1.260,00	43,40
141-145	43,40	143,50	402,50	1.294,30	44,10
146-150	44,80	149,10	417,20	1.341,20	45,50

SOCIALE GIDS VAN FEBELHOUT

2. Bijlage 2 : Barema voor tussenkomst voor persoonlijke vervoermiddeelen vanaf 1 februari 2003

Afstand in km		Wekelijkse werkgeverstussenkomst
Vogelvlucht	Forfaitaire wettelijke afstand	Dagelijkse verplaatsing
		EUR
5	-	
6	7	4,90
7	8	5,20
8	10	5,70
9	11	6,10
10	12	6,30
11	13	6,70
12	14	7,00
13	16	7,60
14	18	8,10
15	19	8,40
16	20	8,70
17	23	9,60
18	23	9,60
19	24	9,90
20	25	10,20
21	25	10,20
22	28	11,10
23	29	11,40
24	30	11,60
25	31	12,20
26	33	12,20
27	34	13,20
28	35	13,20
29	36	13,20
30	39	13,90
31	41	14,90
32	43	15,90
33	43	15,90
34	44	15,90
35	46	16,60
36	47	16,60
37	48	16,60
38	49	17,50
39	51	17,50
40	52	18,20
41	53	18,20
42	55	18,80
43	56	18,80
44	57	18,80
45	59	19,50
46	60	19,50
47	61	20,30
48	62	20,30
49	64	20,30
50	65	20,30
51	66	21,30
52	68	21,30
53	69	21,30

SOCIALE GJDS VAN FEBELHOUT

Afstand in km		Wekelijkse werkgeverstussenkomst
Vogelvlucht	Forfaitaire wettelijke afstand	Dagelijkse verplaatsing
EUR		
54	70	21,30
55	72	22,20
56	73	22,20
57	74	22,20
58	75	22,20
59	77	23,10
60	78	23,10
61	79	23,10
62	81	24,10
63	82	24,10
64	83	24,10
65	85	24,10
66	86	25,30
67	87	25,30
68	88	25,30
69	90	25,30
70	91	26,30
71	92	26,30
72	94	26,30
73	95	26,30
74	96	27,10
75	98	27,10
76	99	27,10
77	100	27,10
78	101	28,10
79	103	28,10
80	104	28,10
81	105	28,10
82	107	29,10
83	108	29,10
84	109	29,10
85	111	30,30
86	112	30,30
87	113	30,30
88	114	30,30
89	116	31,60
90	117	31,60
91	118	31,60
92	120	31,60
93	121	32,20
94	122	32,20
95	124	32,20
96	125	32,20
97	126	33,40
98	127	33,40
99	129	33,40
100	130	33,40
101	131	34,10
102	133	34,10
103	134	34,10
104	135	34,10

SOCIALEGIDS VAN FEBELHOUT

Vogelvlucht	Afstand in km Forfaitaire wettelijke afstand	Wekelijkse werkgeverstussenkomst Dagelijkse verplaatsing EUR
105	137	35,30
106	138	35,30
107	139	35,30
108	140	35,30
109	142	36,40
110	143	36,40
111	145	36,40
112 en meer	146-150	37,70

3. Fietsvergoedingsaanvraag

Ondergetekende vraagt **zijn/haar** werkgever hierbij de fietsvergoeding te **kunnen** genieten ten belope van 0,10 EUR zoals bepaald in de collectieve **arbeidsovereenkomst** van 26 maart 2003 betreffende de vaststelling van de werkgeversbijdrage in de vervoerkosten van de werklieden en werksters, gesloten binnen het Paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking, en verklaart dienaangaande :

gedurende volgende . . . maanden van het jaar 20.:

- januari
- februari
- maart
- april
- mei
- juni
- juli
- augustus
- september
- oktober
- november
- december

- uitsluitend
- niet uitsluitend

gebruik te maken van de fiets om zich te verplaatsen van **zijn/haar** woonplaats naar zijn/haar plaats van tewerkstelling over een totale afstand van ... kilometer, zijnde . . . kilometer heen en . . . kilometer terug.

Indien de verplaatsing van de woonplaats naar de werkplaats niet uitsluitend met de fiets gebeurt, verklaart ondergetekende zich volgens onderstaande regeling van de woonplaats naar de werkplaats te begeven :

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Ondergetekende bevestigt dat bovenstaande gegevens correct zijn en met de werkelijkheid overeenstemmen. Hij/zij is op de hoogte van het feit dat **zijn/haar** werkgever de mogelijkheid heeft om te allen tijde de juistheid van de verstrekte informatie te verifiëren, en, in geval van onjuiste verklaringen, de toekenning van voormelde fietsvergoeding te weigeren voor perioden gedurende dewelke er geen recht op fietsvergoeding bestond of bestaat. Hij/zij is eveneens op de hoogte van het feit dat de fietsvergoeding gedurende eenzelfde periode niet cumuleerbaar is met een vergoeding voor het gebruik van een ander vervoermiddel, hetzij privé hetzij publiek.

Opgemaakt teop

Handtekening werknemer